

TROISIÈME JOUR

J'ai perdu la confiance que je plaçais dans nos institutions judiciaires en circulant dans ses couloirs, ceux du 36, quai des Orfèvres, à Paris, au siège de la direction de la police judiciaire.

J'y consultais le dossier d'une perquisition effectuée le 15 juin 2004 à Levallois-Perret, en région parisienne, contre un groupe suspecté d'accointances avec des mouvements terroristes. Un acte judiciaire comme tant d'autres, mais aux implications à peine croyables. Car ce jour-là, pour la première fois depuis que des enquêtes sont diligentées en Europe contre Al-Qa'ida et ses dirigeants, un militant islamiste était appréhendé en possession d'un document à l'en-tête de l'IIRO, ou *International Islamic Relief Organisation*. Bien sûr, Sieglinde, ce nom ne vous dit rien, mais croyez bien que ce fut là un événement majeur pour la plupart des enquêteurs travaillant à travers le monde sur le financement du terrorisme islamiste, du moins au début, dans les heures qui ont suivi,

quand le bruit s'est répandu, quand tout semblait possible. Enfin le sentiment gagna que nous touchions au but. Enfin, cette association « caritative » saoudienne citée dans des dizaines d'interrogatoires, mentionnée dans des centaines de rapports de services de renseignements, nommément désignée dans diverses procédures judiciaires comme étant l'une des plus anciennes et des plus importantes sources de soutien à Oussama bin Laden, enfin l'IIRO pourrait être directement mise en cause dans un État de droit.

Elle était maintenant accrochée dans un pays – le nôtre – disposant de tout l'arsenal législatif pour contraindre ses responsables et ses bienfaiteurs à dévoiler les mécaniques secrètes par lesquelles ils entretiennent et stimulent le *jihad* à travers la planète depuis près de vingt-cinq ans¹. Une victoire dont naturellement auraient dû se féliciter ces magistrats antiterroristes français que le monde nous envie. Je me les imaginais comme des adolescents héros d'un film d'horreur très quelconque, nuitamment isolés dans une maison entourée de marécages, se réjouis-

1. Des chercheurs considèrent que l'IIRO avait pour principal objet, dès sa fondation, de financer l'acheminement des moudjahidin en Afghanistan, en 1979. Ainsi, l'universitaire Abderrahim Lamchichi estime-t-il que le bureau des services (Maktab al-Khadamât), d'où Oussama bin Laden et Abdullah Azzam planifièrent le *jihad* contre les Soviétiques, n'était lui-même qu'une simple émanation de l'IIRO ; voir *Islamisme politique*, L'Harmattan, 2001, p. 82.

